



ARRETE MUNICIPAL N°2025-108

Enquête publique portant sur la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (annule et remplace l'arrêté n°2025-096) N°2025-108

Le Maire de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon,

- Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-2 à R.123-27 ;
- Vu** le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.103-2 et suivants, L.104-1 et suivants, L.153-31 et suivants R104-11 et suivants, ainsi que les articles R.153-11 et suivants ;
- Vu** le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon approuvé le 6 février 2019 ;
- Vu** la délibération n°2022-084 en date du 6 décembre 2022 prescrivant la révision générale du PLU ;
- Vu** la délibération n°2023-033 du 4 mai 2023 portant sur le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
- Vu** la délibération n°2025-051 du 27 mai 2025 arrêtant le projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
- Vu** l'arrêté du ministre chargé de l'environnement du 9 septembre 2021 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du Code de l'environnement ;
- Vu** le dossier d'enquête publique ;
- Vu** la décision n°E25000028/78 du premier vice-président du tribunal administratif de Versailles portant désignation de M. REDON Jean-Pierre en qualité de commissaire enquêteur et M. COTTY Jean-Yves en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
- Vu** les avis des différentes personnes publiques associées sur le projet de révision du PLU ;

ARRETE

ARTISLE 1^{er} : Annulation du précédent arrêté

L'arrêté n°2025-096 prévoyant l'enquête publique portant sur la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) est annulé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Durée et Objet

Une enquête publique portant sur la révision du PLU de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon sera ouverte du :

Lundi 6 octobre 2025 à 9h45 jusqu'au Jeudi 6 novembre 2025 à 19h45

Soit pendant 32 jours consécutifs.

ARTICLE 2 : Commissaire enquêteur

M Jean-Pierre REDON a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par décision du Tribunal administratif de Versailles n°E25000028/78 du 7 mai 2025.

M. Jean Yves COTTY a été désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant par décision du Tribunal administratif de Versailles n°E25000028/78 du 7 mai 2025.

ARTICLE 3 : Publicité

Le public sera informé de l'ouverture de l'enquête par un avis comprenant les indications mentionnées à l'article R.123-9 du Code de l'environnement, quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et sera rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans au moins deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Essonne. Cet avis sera également publié par voie d'affichage quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci sur les panneaux d'affichage administratif de la commune.

L'accomplissement de cette mesure incombera au maire de Boissy-sous-Saint-Yon, et sera certifié par lui.

En application de l'article R123-11 du Code de l'environnement, cet avis sera également publié sur le site internet de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon : <https://www.boissy-ssy.fr/>

ARTICLE 4 : Dossiers d'enquête et Personnes responsables du Projet

Le dossier d'enquête publique relatif au PLU comprend notamment, outre les pièces administratives :

- Le rapport de présentation, qui expose un état des lieux du territoire en présentant ses forces et ses faiblesses, et explicite les choix retenus sur les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement de la ville. Il explique les motifs de la délimitation des zones et des règles applicables, et évalue les incidences sur l'environnement.
- Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui fixe les orientations de la ville en matière d'aménagement du territoire sur le long terme.
- Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui définissent des dispositions sur des secteurs stratégiques du territoire ou sur des thématiques spécifiques qui portent sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements, dans le respect des orientations définies dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).
- Le règlement et ses documents graphiques, fixant les règles applicables sur chaque zone délimitée sur les documents graphiques : plan de zonage, zone urbaine (U), zones à urbaniser (AU), zones agricoles (A), zones Naturelles et forestières (N).
- Les annexes, qui rassemblent les autres contraintes qui s'imposent au PLU (plan des servitudes d'utilité publique, plan de prévention des risques, plan des réseaux, etc.).
- Les avis relatifs au projet, et notamment les avis des services de l'Etat.

ARTICLE 5 : Consultation du dossier et Observations

Le siège de l'enquête se situe à la mairie de Boissy-sous-Saint-Yon, située 6 Place Charles de Gaulle, 91790, BOISSY-SOUS-SAINT-YON.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, un exemplaire papier du dossier d'enquête, sera mis à disposition du public à l'accueil de la mairie aux horaires d'ouverture habituels, soit :

- Lundi de 8h45 à 12h45 et de 13h30 à 16h45 ;
- Mardi de 8h45 à 12h45 et de 13h30 à 19h45 ;
- Fermé le mercredi ;
- Jeudi de 8h45 à 12h45 et de 13h30 à 19h45 ;
- Le vendredi de 8h45 à 12h45 et de 13h30 à 16h45 ;
- Le samedi est fermé.

Conformément aux dispositions de l'article L123-12 du Code de l'environnement, un poste informatique, permettant un accès gratuit au dossier d'enquête, est mis à disposition du public en mairie aux heures d'ouverture.

Par ailleurs, le dossier sera consultable, pendant toute la durée de l'enquête, sur le site internet de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon : <https://www.boissy-ssy.fr/>

Article 6 : Observations du public

Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé au lieu d'enquête précité et mis à la disposition du public, qui pourra y consigner ses observations et ses propositions.

Les observations et propositions pourront également être adressées par courrier pendant toute la durée de l'enquête, à l'attention de M. Jean-Pierre REDON, commissaire enquêteur, Mairie de Boissy-sous-Saint-Yon, 91790, BOISSY-SOUS-SAINT-YON.

Réception par le préfet : 12/09/2025

Toutes ces observations adressées par courrier seront annexées au registre d'enquête publique ouvert à cet effet et seront consultables sur place pendant toute la durée de l'enquête. Les observations du public déposées sur les registres d'enquête publique seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fera la demande pendant la durée de l'enquête.

Le public pourra aussi formuler ses observations et propositions par courriel à l'adresse électronique suivante enquetepublique-PLU@boissy-ssy.fr

Toutes les observations pourront être déposées sur les différents supports précités, et ce pendant toute la durée de l'enquête publique. Après la fin de l'enquête publique, le 6 novembre à 19h45, les observations ne pourront plus être déposées.

ARTICLE 7 : Permanences

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir des observations et propositions écrites et orales dans la Grange aux anneaux, Place Charles de Gaulle, 91790, Boissy-sous-Saint-Yon aux jours et heures précisées ci-dessous :

- Le lundi 6 octobre 2025 de 9h45 à 12h45 ;
- Le vendredi 17 octobre 2025 de 13h45 à 16h45 ;
- Le Samedi 25 octobre 2025 de 9h00 à 12h00 ;
- Le mardi 28 octobre 2025 de 16h45 à 19h45 ;
- Le jeudi 6 novembre 2025 de 16h45 à 19h45.

ARTICLE 8 : Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, Monsieur le maire de la commune de Boissy-sous-Saint-Yon ou son représentant, afin de lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

La commune disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

ARTICLE 9 : Rapport d'enquête

Dans le délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations consignées ou annexées au registre d'enquête.

Le commissaire enquêteur consignera dans un document séparé ses conclusions motivées sur la révision du PLU et le périmètre délimité des abords, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables.

Le rapport et ses conclusions motivées, accompagnés du registre d'enquête et des pièces annexées à ce registre seront transmis au maire de Boissy-sous-Saint-Yon.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et ses conclusions motivées à la présidente du Tribunal administratif de Versailles.

ARTICLE 10 : Diffusion du rapport d'enquête

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la mairie de Boissy-sous-Saint-Yon et sur le site de la mairie (précédemment rappelé) à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur à la commune de Boissy-sous-Saint-Yon, par courrier adressé à Monsieur le maire, Place Charles de Gaulle, 91790, BOISSY-SOUS-SAINT-YON.

091-219100856-20250912-AR2025-108-AI

Réception par le préfet : 12/09/2025

ARTICLE 11 : Frais d'enquête

En application de l'article R.123-25 du Code de l'environnement, la commune de Boissy-sous-Saint-Yon prendra en charge les frais d'enquête, notamment les frais d'affichage, de publication et l'indemnité allouée au commissaire enquêteur.

ARTICLE 12 : Exécution de l'arrêté

Monsieur le maire de Boissy-sous-Saint-Yon, et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13 : Diffusion de l'arrêté

Copie du présent arrêté est adressé à Madame la Préfète et à Monsieur le commissaire enquêteur.

Article 14 : Recours

Toute personne désirant contester le contenu du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à partir de sa publication sur les supports dédiés.

Fait à Boissy-sous-Saint-Yon, le 12/09/2025

Le Maire,
Jean-Marc PICHON

